



La Grande Mosquée de Bruxelles

[Questions n° P2848 et P2849 – 17.05.2018 – 15 h 09]

Deux parlementaires ont interpellé le ministre de l'Intérieur sur la situation de la Grande Mosquée de Bruxelles et les enseignements qui y sont donnés.

DEMANDE(S) D'EXPLICATION

M. **Filip Dewinter** (VB) revient sur la présentation, en commission de suivi des attentats, d'une analyse par le patron de l'OCAM de l'influence du Centre islamique et culturel de Belgique et, à travers celui-ci, de la Ligue islamique mondiale, financée par l'Arabie saoudite. Ce rapport se base sur les livres et documents servant à y dispenser des cours de religion.

M. **Dewinter** demande quand sera dénoncée la concession confiant à ce Centre la gestion de la Grande Mosquée de Bruxelles? Comment s'effectuera la reprise de la mosquée et qui en reprendra les rênes? Pour lui, il préférerait la fermeture de la mosquée et la création à sa place d'un "Centre de la liberté" où l'on mettrait en garde contre les dangers de l'islam salafiste ou wahhabite. À ses yeux, ce serait un signal fort à l'égard de ceux qui pensent pouvoir intégrer l'islam dans notre société.

M. **Georges Dallemagne** (cdH) et son parti souhaitent au contraire que la Grande Mosquée soit toujours gérée par les musulmans de Belgique, l'islam étant une religion reconnue. Le gouvernement a annoncé en janvier que la convention serait rompue. Le rapport de l'OCAM sur les manuels du centre de formation de la Grande Mosquée rappelle qu'il est temps d'agir. Quand interviendra cette rupture de convention, et qui prendra en charge ce lieu de culte? Le gouvernement tiendra-t-il compte des critères et principes établis par la commission d'enquête? Y aura-t-il appel à projets?

RÉPONSE DU MINISTRE DE LA SECURITE ET DE L'INTERIEUR

M. **Jan Jambon**, ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, confirme que la concession prendra fin le 31 mars 2019.

Le ministre de la Justice, M. Geens, est en charge de régler l'avenir de la Grande Mosquée, ce qu'il fait en dialogue avec l'Exécutif des musulmans. Pour le ministre Jambon, il ne faut pas remplacer un problème par un autre. Aucune mosquée ne peut servir à alimenter l'extrémisme mais cela ne veut pas dire qu'il faille fermer toutes les mosquées: ce n'est pas la ligne du gouvernement.

LE DERNIER MOT REVIENT AU PARLEMENT

Pour M. **Dewinter**, l'influence de la Ligue mondiale et, à travers elle, de l'Arabie saoudite, ne va pas cesser avec la fin de la concession. Le problème, affirme-t-il, c'est l'islam, qui « n'a pas sa place en Europe ».

M. **Dallemagne** voit dans le rapport de l'OCAM une lueur d'espoir: il montre qu'une génération de jeunes musulmans veulent se défaire de cette tutelle de pays tiers et de l'influence des extrémistes. Ceux-là doivent bénéficier de plus d'attention et de soutien des autorités belges. Il compte sur le ministre pour que les recommandations de la commission d'enquête soient respectées dans le choix du nouvel administrateur de la mosquée.

[Flash d'information sur les questions orales posées en séance plénière. Après la séance, vous trouverez une version plus complète des interventions des divers orateurs ici : tinyurl.com/y9scv4wf.]